

Mon ami, l'honorable député de Cap-Breton-Sud, qui est habituellement optimiste, a adopté ce soir, à l'égard de la résolution à l'étude, une attitude qui m'a paru un peu pessimiste.

M. Gillis: Une attitude réaliste.

M. Nowlan: Il dit que son attitude est réaliste. J'espère qu'il n'est pas devenu comme Saturne qui confondait le pessimisme et le réalisme. Ce soir, il a presque haussé les épaules en disant qu'on ne peut plus rien faire, nulle part. Il a dit que ces ressources nationales relèvent des provinces; il a parlé des contrats et des baux d'une durée indéfinie qui ont été accordés. Il a donné à entendre que nous n'y pouvions plus rien.

Le ministre des Mines et des Relevés techniques, bien qu'il soit sur le point de prendre sa retraite, est beaucoup plus optimiste que le député de Cap-Breton-Sud, car il a signalé les énormes progrès qu'on réalise chaque jour, il a parlé des nouveaux gisements qu'on découvre et des nouvelles mines qu'on exploite. Sans aucun doute, des richesses qui n'ont encore été cédées à personne seront attribuées à certaines des puissantes sociétés que l'honorable député de Cap-Breton-Sud voit d'un si mauvais œil.

Comme le ministre l'a dit, on continuera de faire de très riches découvertes. C'est dans cet état d'esprit que nous présentons notre résolution ce soir. Il est entendu que certaines ressources ont été cédées. Il est entendu que des contrats ont été conclus. Mais les gouvernements provinciaux n'en sont pas à leurs premiers contrats et le gouvernement fédéral, au besoin, pourrait intervenir. Il y a un an ou deux, nos amis de l'extrême gauche, les créditistes, ont défendu avec la dernière énergie le droit de juridiction du gouvernement de la Colombie-Britannique à l'égard de certains cours d'eau.

Le Parlement n'en a eu que pour cinq secondes, sous la direction du ministre du Commerce, pour présenter un bill qui enlevait la juridiction aux provinces, c'est du moins à quoi cela revenait, pour le remettre entre les mains du gouvernement fédéral. Je pense que l'uranium est une ressource naturelle qui relève des provinces, mais il semble que le gouvernement fédéral ait pris sur lui une assez bonne emprise.

On pourrait aller ainsi à l'infini, mais en toute franchise, monsieur l'Orateur, j'espère que le pessimisme affiché par l'honorable représentant de Cap-Breton-Sud sera de courte durée, car nous aimons beaucoup son optimisme. Il nous ferait de la peine de voir que le temps a fui si rapidement, qu'il n'y a plus rien à faire en ce monde pour améliorer des circonstances qui, il le reconnaît, sont pénibles, et auxquelles, prétend-il, nul ne peut plus remédier.

J'avoue, et certains honorables députés le savent, que j'ai été absent de la Chambre ces dernières semaines; je suis allé dans l'Est, dans ma propre circonscription et dans les provinces Maritimes en général. Je suis en mesure de dire que deux questions touchent au plus haut point, à l'heure actuelle, la population de cette région du Canada. La première concerne nos affaires extérieures et la situation qui en est résultée à cet égard, dans les relations entre le Canada, les États-Unis et le Commonwealth. Ce n'est ni l'endroit ni le moment de discuter cela, mais c'est peut-être à cause de cela que l'impression, sentiment ou émotion, a été plus vive au sujet de la seconde question. La mainmise des capitalistes américains sur les sociétés canadiennes et sur les ressources naturelles du Canada éveille,—je l'ai constaté,—un plus vif intérêt et une plus grave inquiétude que jamais auparavant. L'atmosphère dans laquelle on discute aujourd'hui cette question est beaucoup plus chargée que, peut-être, le croient les membres du gouvernement, ou même, franchement, que je ne le croyais moi-même avant d'en parler avec bien des gens de toute allégeance politique que ces deux questions préoccupent.

N'allons pas prétendre follement, à ce sujet, que le parti conservateur s'oppose, comme on l'en accuse, à l'importation de capitaux des États-Unis. Il ne s'y oppose pas, au contraire. Nous nous rendons compte que le capital américain a joué un rôle important dans la mise en valeur de notre pays. Nous accueillons avec joie le capital américain. Toutefois, faire bon accueil au capital américain n'est pas la même chose que de voir naître une situation où notre pays pourrait devenir le vassal ou le satellite économique des capitalistes américains.

Ce n'est pas là de la réclame conservatrice. On prétend que la question a été débattue il y a quelques années. Comme l'a dit l'honorable député de Cap-Breton-Sud, il est inutile qu'une personne essaie de s'attribuer le mérite d'avoir saisi une autre personne de cette question.

Je ne me rappelle plus quand il en a été question à la Chambre pour la première fois. Je sais qu'on en a souvent parlé depuis que je suis ici, en y mettant un peu plus d'insistance depuis trois ou quatre ans. On a prétendu que c'était de la propagande tory et mesquine. On exhume de vieux clichés par exemple celui qui interdisait tout troc ou tout commerce avec les Yankees et ainsi de suite. C'est de la bouillie pour les chats. Nous, au moins, n'avons pas à jouer en même temps les avocats et les témoins, car nous pouvons appeler bien des témoins.